



**HAL**  
open science

# Enquête sur l'enquête “ Les français et la politique ” de Etienne Schweisguth

Guillaume Garcia

► **To cite this version:**

Guillaume Garcia. Enquête sur l'enquête “ Les français et la politique ” de Etienne Schweisguth. [Rapport de recherche] beQuali. 2013, pp.26. hal-02981635

**HAL Id: hal-02981635**

**<https://sciencespo.hal.science/hal-02981635>**

Submitted on 4 Jan 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# ENQUÊTE SUR L'ENQUÊTE

## Les Français et la politique

Enquête par entretiens individuels approfondis réalisée par  
Etienne Schweisguth avec des citoyens anonymes sur le thème  
du clivage gauche droite

beQuali

PAR

**GUILLAUME GARCIA**

CDSP UMS 828 CNRS-Sciences Po

beQuali

2013

## L'ENQUÊTE EN BREF

**Titre de l'enquête** : Les Français et la politique. Enquête par entretiens individuels approfondis réalisée par Etienne Schweisguth avec des citoyens anonymes sur le thème du clivage gauche droite.

**Mots clés** : idéologie, clivage politique, gauche, droite, politisation.

**Méthodologie** : 64 entretiens individuels non directifs ; enquêtés diversifiés socialement et recrutés par réseau de relation ou en porte-à-porte ; analyse typologique du matériau

**Zone géographique** : Région Parisienne, Finistère, Bouches-du-Rhône, Doubs, Allier

**Bornes temporelles** : 1982-1988

**Discipline** : science politique (sociologie politique)

**Auteurs de l'enquête** : Etienne Schweisguth (à l'époque en poste au CEVIPOF, UMR 7048 CNRS-Sciences Po), secondé par deux enquêteurs professionnels.

## L'ENQUÊTE SUR L'ENQUÊTE

### Principe

L'enquête sur l'enquête est une production scientifique réalisée par un membre temporaire ou permanent de l'équipe beQuali qui a pour objet d'éclairer d'un point de vue documentaire, méthodologique et analytique les enquêtes qualitatives diffusées sur le site enQuêtes.

**Auteur de l'enquête sur l'enquête** : Guillaume Garcia<sup>1</sup>.

### Résumé

Cette enquête sur l'enquête rend compte d'une recherche qui traite des attitudes politiques à partir du clivage gauche-droite, dans la tradition du CEVIPOF, mais qui offre une entrée renouvelée dans l'objet : en développant une approche sociologique, symbolique et « par le bas » de l'idéologie, alors plutôt en désuétude. Etienne Schweisguth adapte la technique de l'entretien non directif promue par Guy Michelat, tant pour le recrutement (d'abord confié à un enquêteur professionnel puis prise en charge par l'auteur) que pour l'exploitation du matériau discursif (analyse typologique). Cette enquête a permis à l'auteur, essentiellement quantitativiste, d'étayer de manière compréhensive la conception multidimensionnelle du clivage gauche-droite ; elle l'a encouragé à réorienter ses recherches sur l'évolution des valeurs en France. Sur le plan méthodologique, l'enquête permet de voir les effets des stratégies de recrutement des enquêtés (réseau relationnel *versus* porte-à-porte) sur les types de discours recueillis. Le matériau pourrait être réanalysé à l'aide de nouveaux outils logiciels. L'analyse typologique, inaboutie, pourrait être complétée ou amendée. Cette enquête, réalisée en 1983, présente un intérêt historique fort : elle permet de saisir les effets de l'alternance de 1981 sur le système de représentations des citoyens, en lien avec la reconfiguration des termes de l'affrontement politique.

<sup>1</sup> Je remercie notamment Anne Both pour ses commentaires et suggestions. J'ai par ailleurs soumis une première version de ce texte à Etienne Schweisguth, qui l'a validé globalement, à l'exception de quelques éléments de détail qui ont été intégrés à la version définitive.

<sup>2</sup> Voir « Les attitudes envers le système militaire chez les sous-officiers de l'Armée de l'Air », 1975, Revue française de sociologie, vol. 16, n°

## SOMMAIRE

<b>1. GENESE DE L'ENQUETE .....</b>	<b>4</b>
1.1. TRAJECTOIRE.....	4
1.2. INTENTIONS.....	4
<b>2. UNIVERS THEORIQUE .....</b>	<b>5</b>
2.1. ENJEUX GENERAUX DE LA THEORISATION .....	5
2.2. ANCRAGE THEORIQUE .....	5
<b>3. REALISATION DU TERRAIN .....</b>	<b>9</b>
3.1- ORGANISATION DE LA CAMPAGNE D'ENTRETIENS.....	9
3.2. FORME ET DEROULEMENT DES ENTRETIENS.....	10
<b>4. CORPUS CONSTITUE ET CONSERVE.....</b>	<b>11</b>
4.1. DIVERSIFICATION DES ENQUETES.....	11
4.2. DUREE DES ENTRETIENS ET TRANSCRIPTIONS .....	11
<b>5. ANALYSE : METHODOLOGIE ET RESULTATS .....</b>	<b>12</b>
5.1. LA DEMARCHE GENERALE D'ANALYSE.....	12
5.2. PRINCIPAUX RESULTATS .....	13
<b>6. POSTFACE .....</b>	<b>19</b>
6.1. L'EXPLOITATION DE L'ENQUETE .....	19
6.2. REUTILISATIONS POSSIBLES.....	21
<b>BIBLIOGRAPHIE GENERALE .....</b>	<b>24</b>

# 1. Genèse de l'enquête

## 1.1. Trajectoire

Cette enquête est le fruit d'un projet de recherche élaboré en 1982 et réalisée à partir de 1983 par Etienne Schweisguth (directeur de recherche du CNRS à la retraite, membre associé du Centre d'études européennes de Sciences Po), alors chargé de recherche au CNRS (affecté au Cévipof). Elle s'inscrit dans le cadre d'une interrogation à long terme de l'auteur sur les recompositions du paysage idéologique et politique puis sur le changement des valeurs en France dans la seconde moitié du <sup>e</sup> siècle. Cette quête, amorcée par une enquête sur le système de valeurs dans l'institution militaire à travers l'étude des sous-officiers de l'armée française et du système de valeurs conservatrices<sup>2</sup>, est fondatrice dans sa trajectoire de recherche, commencée en sociologie militaire puis continuée en sociologie politique.

Sa première enquête en sociologie politique, en collaboration avec Gérard Grunberg dans le cadre d'une enquête collective du Cévipof, avait préalablement porté sur les élections législatives de 1978 ; elle avait débouché sur la première formulation de la notion de « libéralisme culturel »<sup>3</sup>. L'auteur est également, toujours avec Gérard Grunberg, à l'origine en France d'une conception multidimensionnelle du clivage gauche droite<sup>4</sup>. Il s'agissait en 1983 de sa première expérience d'une recherche (purement) qualitative, à l'appui d'entretiens non directifs. A un niveau davantage situé historiquement, l'enquête devait permettre de recueillir des informations sur les réactions de « l'opinion » à l'égard du gouvernement socialiste, ainsi que sur la manière et les termes dans lesquels les simples citoyens se posent les problèmes politiques au début des années 1980.

## 1.2. Intentions

Souhaitant dépasser les limites des techniques quantitatives, dont il était spécialiste, Etienne Schweisguth a souhaité également interroger l'idéologie de manière originale par rapport aux travaux disponibles au début des années 1980, notamment l'histoire des idées politiques<sup>5</sup>. Il décale ainsi le point d'entrée dans l'étude de l'idéologie, de l'analyse des textes ou des discours produits par des organisations partisans, par exemple<sup>6</sup> vers la recherche des fondements idéologiques des systèmes de représentation des individus. Déplaçant la réflexion sur les conditions sociales de réception de « l'offre » idéologique institutionnelle<sup>7</sup>, il s'intéresse davantage à la manière dont les grands récits idéologiques sont interprétés, actualisés et retraduits par les citoyens « ordinaires » ; il le fait à travers l'analyse de la signification attribuée par les citoyens « ordinaires » aux notions de droite et de gauche.

Etienne Schweisguth privilégie également le niveau de l'analyse symbolique ; il se concentre sur l'analyse des systèmes de représentations collectives, sans chercher à déterminer leur adéquation avec les pratiques. En d'autres termes, il part de l'analyse des représentations sans systématiquement essayer de déterminer leur adéquation avec les pratiques. Cette distinction permet de séparer les valeurs en tant que représentations et en tant que catalyseurs de l'action. Etienne Schweisguth définit ainsi avant tout les valeurs comme des représentations, et le fait de savoir dans quelle mesure les valeurs sont des facteurs de l'action constitue une interrogation qu'il écarte de son questionnement.

On remarquera par ailleurs que l'auteur est entré dans l'analyse du phénomène idéologique par le biais de l'idéologie conservatrice, ce qui n'est pas sans conséquence sur son analyse (cf. infra). Le premier type idéologique à avoir été décrit dans le document de synthèse de l'analyse est la droite rigoriste, soit l'orientation idéologique la plus éloignée de celle de l'auteur ; les autres, la droite libérale et la gauche humaniste, l'ont été par contraste avec la droite rigoriste.

---

<sup>2</sup> Voir « Les attitudes envers le système militaire chez les sous-officiers de l'Armée de l'Air », 1975, *Revue française de sociologie*, vol. 16, n° 4, p. 485-515 ; (avec M. Sineau et F. Subileau) *Techniciens en uniforme. Les sous-officiers de l'Armée de l'Air et de la Marine*, Paris, Presses de la FNSP, 1979 ; « L'institution militaire et son système de valeurs », *Revue française de sociologie*, vol. 19, n° 3 ; 1978, p. 373-390.

<sup>3</sup> Cf. J. Capdevielle, E. Dupoirier, G. Grunberg, E. Schweisguth, C. Ysmal (1981).

<sup>4</sup> Les précurseurs au niveau international sont notamment Ronald Inglehart (1977) et Cornelis Pieter Middendorp (1978).

<sup>5</sup> Dans la même perspective de renouvellement, l'auteur s'appuie sur l'enquête réalisée quelques années plus tôt sur les ouvriers et la politique par J.-M. Donegani, G. Michelat, M. Simon (1980).

<sup>6</sup> A la même époque on peut citer, par exemple, l'analyse que Jacques Gerstlé fait de l'idéologie socialiste à partir de l'étude des discours produits par le Parti socialiste (1979) ou celle de Noel O'Sullivan sur l'idéologie conservatrice (1976).

<sup>7</sup> Sur cette analyse de type économique du marché idéologique, l'auteur se réfère à une analyse popularisée à cette époque par toute une série de travaux ; voir par exemple l'analyse d'Alain Lancelot et de Dominique Memmi (1985).

## 2. Univers théorique

### 2.1. Enjeux généraux de la théorisation

Etienne Schweisguth s'efforce de se tenir à distance d'une définition a priori de l'idéologie, pour privilégier une approche largement inductive ; pour lui l'objet « idéologie » — autrement dit l'existence de systèmes de représentations symboliques qui tiennent lieu, chez les individus, d'idéologies — est à construire comme un résultat de recherche. Il s'appuie cependant, de manière déductive, sur un certain nombre de travaux préexistants. Ces travaux lui permettent d'une part de partir du postulat selon lequel l'axe gauche/droite est l'axe principal autour duquel s'ordonnent les représentations que les Français se font de la ou du politique. Ils lui permettent d'autre part, en lien avec ce qui précède, de postuler l'existence de formes idéologiques disponibles sur un « marché » et ordonnées — au moins en partie — sur cet axe gauche/droite. Il pose ainsi le postulat qu'il existe quelques grands systèmes idéologiques disponibles pour le plus grand nombre (socialisme, libéralisme, conservatisme, fascisme, idéologie réactionnaire, etc.), qui sont ensuite réappropriés, hybridés et interprétés individuellement. Etienne Schweisguth estime, en effet, qu'il n'y a en règle générale qu'une adéquation très imparfaite entre le système de représentations de l'électeur-citoyen et le discours émis par les grandes forces politiques.

### 2.2. Ancrage théorique

#### 2.2.1. L'idéologie

Cette enquête s'inscrit dans le cadre d'une série de travaux qui, à la fin des années 1970 et au début des années 1980, réinterrogent plus largement la consistance de la notion d'idéologie. On doit, en effet, souligner le mouvement de désinvestissement dont a fait l'objet la notion d'idéologie — dans le contexte du discours sur la fin des idéologies<sup>8</sup> — puis son retour en grâce depuis quelques années dans de nombreux domaines des sciences sociales, sous une formulation désormais a-critique et qui porte sur les représentations des acteurs — ce qui renvoie à une distanciation croissante entre les grands récits idéologiques d'une part et leur appropriation par les citoyens d'autre part. La position adoptée par l'auteur s'inscrit clairement dans ce tournant<sup>9</sup>.

La notion d'idéologie a fait l'objet de très nombreuses définitions, plus ou moins sociologiques. Parmi les plus connues, celle de Geertz (1964) met en valeur le rôle d'intégrateur social et de pourvoyeur d'identité symbolique pour la communauté joué par l'idéologie. Une autre définition, très générale, s'ancre autour d'une double dimension rétrospective (un « système d'explication du monde ») et prospective (un guide pour l'action politique). En ce sens, l'idéologie constitue « un système d'idées et de jugements, explicite et généralement organisé, qui sert à décrire, expliquer, interpréter ou justifier la situation d'un groupe ou d'une collectivité et qui, s'inspirant largement de valeurs, propose une orientation précise à l'action historique de ce groupe ou de cette collectivité » (Rocher 1970 : 127). Sans être contradictoire avec elle, la conception privilégiée par Etienne Schweisguth oriente cette définition de manière plus précise, en mettant l'accent sur certains éléments.

L'auteur s'appuie ainsi, classiquement, sur une définition de l'idéologie comme vision du monde proposant et construisant un système de catégories, valorisées positivement ou négativement, servant à la perception de la réalité sociale. Cette vision du monde procède implicitement à une opération fondamentale : l'affirmation des principes de légitimité sur lesquels elle repose. Il insiste toutefois sur une fonction particulière remplie par l'idéologie : il s'agit de la justification de soi et de l'accusation de l'adversaire, qui se réfère au couple Bien /Mal. En ce sens l'idéologie sert à agir sur les représentations de la réalité qui risqueraient de remettre en cause le système de représentations que le sujet social veut se donner<sup>10</sup>. Cette justification s'opère à la fois aux yeux des autres mais aussi et surtout aux yeux de celui qui adhère à l'idéologie considérée. L'idéologie permet donc non seulement de répondre aux accusations d'autrui mais aussi, voire surtout, d'éliminer de sa propre conscience les doutes, les objections, les remords, les reproches qui viendraient remettre en cause la bonne image que chacun

<sup>8</sup> En référence directe à l'ouvrage éponyme de Daniel Bell (1950). A savoir : la perte de saillance du discours marxisme, la montée du néo-libéralisme (Jobert 1994) ou de la technocratie (Rouban 1998).

<sup>9</sup> Sur ce point, voir par exemple les travaux d'Ernesto Laclau (1997) ou ceux, plus récents, d'Olivier Voirol (2008).

<sup>10</sup> Dans la lignée des travaux de Leon Festinger (1957) sur l'exposition sélective ou d'Elihu Katz et de Paul Lazarsfeld (1955) sur la perception et la mémorisation sélective.

essaie de se donner de soi. En ce sens, la perspective retenue n'est ni interactionniste ni psychosociologique, mais revêt une orientation induite par la méthode de l'entretien non directif, fortement inspirée à l'origine de la psychothérapie et de la psychanalyse (cf. infra).

Chacun des discours idéologiques se distingue par le système de représentations qu'il met en œuvre pour désigner les objets qui incarnent le Bien et le Mal. En ce sens, une des pistes de recherche empruntées par l'auteur consiste à explorer les principes de légitimité et d'illégitimité au nom desquels sont portées les accusations contre l'adversaire dans chaque discours idéologique (on se reportera ici à l'analyse des types développée plus bas). Etienne Schweisguth souhaite notamment caractériser chaque discours idéologique par sa manière propre de désigner l'ennemi, comme l'incarnation ou le responsable du Mal.

Cette approche de l'idéologie apparaît de la sorte inséparable de l'analyse des grands mythes politiques (que ce soit celui de l'unité, de la conspiration, du sauveur ou de l'âge d'or par exemple)<sup>11</sup> mais aussi d'une conception agonistique de la politique<sup>12</sup>. Cette hypothèse, à fondement manichéiste, est elle-même fondée sur le postulat selon lequel toute action politique (au sens de politics) suppose nécessairement d'opérer des alliances avec d'autres groupes sociaux ou politiques. Pour masquer les divergences entre les alliés, le procédé le plus efficace dans le jeu politique est la désignation et la stigmatisation d'un ou de plusieurs adversaires communs.

Enfin l'auteur sépare clairement l'idéologie de la culture et de la religion. Même si cette distinction est difficile à opérer empiriquement, l'auteur distingue d'abord l'idéologie et la culture, au sens où l'idéologie revêt une fonction spécifique de justification ou de dénégation (de la situation d'un groupe social, de ses revendications, etc.). Etienne Schweisguth distingue également l'idéologie de la religion, en se fondant notamment sur l'analyse que Michelat et Simon font de l'idéologie conservatrice religieuse (1977). L'auteur estime ainsi que la religion catholique ne se réduit pas à cette idéologie et s'efforce d'explorer la manière dont les valeurs du catholicisme peuvent aussi irriguer ce qu'il dénomme la « droite libérale » ou la « gauche humaniste ».

### 2.2.2. La centralité de l'axe gauche-droite

Le choix d'aborder l'analyse des idéologies en se centrant sur le clivage gauche/droite se justifie par le fait que ce dernier apparaît comme le mieux adapté pour obtenir un discours riche en contenu idéologique. En effet, Etienne Schweisguth défend l'idée qu'il est difficile d'observer directement la composante idéologique du discours des enquêtés en les interrogeant frontalement sur leur idéologie. L'idéologie est une composante sous-jacente du système de représentations de la plupart des individus, à laquelle on ne peut accéder qu'indirectement (sur ce point, voir le système d'analyse des entretiens présenté plus bas). En fait, les choses sont encore plus complexes.

D'abord, l'auteur part du constat suivant : les idéologies sont incarnées dans des programmes politiques ou des doctrines, et portées par des partis ou des familles politiques, lesquels s'ordonnent sur un axe qui fait sens pour les gens, à savoir le clivage gauche/droite.

Ensuite, l'auteur prend au sérieux le fait que les idéologies, de gauche comme de droite, doivent être appréhendées comme des systèmes symboliques visant à se différencier les uns des autres à l'intérieur d'un même champ, ce qui renvoie à une conception avant tout relativiste et relationnelle des catégories idéologiques. Il n'existe pas, selon l'auteur, de catégories universelles et intemporelles permettant de classer les idéologies selon leur contenu.

Pendant l'auteur considère que l'axe gauche/droite constitue la structuration — historiquement datée — la plus forte et la plus permanente du champ idéologique en France, comme dans d'autres pays occidentaux, depuis deux siècles. Un discours pourra ainsi être qualifié de discours de droite ou de gauche non pas en soi mais seulement relativement à cette structuration, historiquement datée, du champ idéologique. D'où le choix fait par l'auteur d'utiliser le prisme du clivage gauche-droite pour accéder aux systèmes symboliques traduisant des positionnements idéologiques.

<sup>11</sup> Sur ce point, voir par exemple Raoul Girardet (1986).

<sup>12</sup> En résonance avec la dialectique ami / ennemi proposée notamment par Carl Schmitt (1992).

Cette structuration correspond plus profondément à une conception du changement de la nature de la société. Une *summa divisio* sépare, en effet, historiquement, une option radicale ou révolutionnaire d'une option conservatrice<sup>13</sup>. La première, inspirée de la Modernité et de la philosophie des Lumières, met en avant l'idée que la raison et la volonté de l'Homme sont assez puissantes pour régénérer la nature humaine en créant un ordre social totalement neuf. Il s'agit d'une croyance foncièrement optimiste en la capacité de l'Homme à comprendre le monde et à la transformer, option qui correspond aujourd'hui plutôt à ce que l'on entend par idéologie de gauche. La seconde, inspirée de la conception pessimiste de la condition humaine, reflétée par le mythe chrétien de la chute et du péché originel, considère au contraire que le monde n'est pas aussi compréhensible et transformable que ne l'estiment les révolutionnaires radicaux. La souffrance et le Mal ne constituent en aucune manière des éléments temporaires de la condition humaine, qu'une transformation de l'ordre social suffirait à supprimer. L'ordre social est jugé excessivement corrompu et dégénéré, le salut résidant dans le retour à un (imaginaire) âge d'or antérieur. Cette option correspond à ce que l'on entend généralement par idéologie de droite.

Pour l'auteur, le clivage gauche/droite est donc très directement connecté au principe de distinction des différentes idéologies disponibles, d'où son utilisation dans l'enquête, dans une perspective particulière : le clivage gauche-droite doit être appréhendé comme un axe sur lequel viennent se projeter différentes dimensions ; il n'a donc pas d'autres sens que ceux qui lui sont donnés par celles-ci. Cette conception allait, au moment de l'enquête, à l'encontre de la théorisation dominante selon laquelle l'axe gauche/droite était unidimensionnel. Elle s'inscrit dans une série de travaux quantitatifs, dont ceux de l'auteur, qui suggèrent à cette époque l'hypothèse d'une pluridimensionnalité de l'axe gauche/droite.

Etienne Schweisguth distingue deux grandes dimensions constitutives de ce clivage. La première recouvre les valeurs, en tant que représentations de l'Homme et du monde. La seconde concerne la dimension économique et sociale, qui se situe dans le domaine des diverses représentations possibles des clivages entre groupes sociaux (capitalistes/prolétaires, gros/petits, indépendants/salariés, etc.) et des intérêts sociaux subjectivement associés à ces clivages (régime de la propriété, fiscalité, protection sociale, pouvoir d'achat, etc.).

Ce qui différencie ces deux dimensions : les représentations liées aux valeurs ne sont dépendantes d'aucun enjeu social en particulier, à la différence des représentations liées à la dimension socio-économique, elles-mêmes en partie liées à des enjeux précis. A titre d'exemple, l'enjeu collectivisation/privatisation des moyens de production renvoie à la dimension socioéconomique, alors que le clivage communauté/individu renvoie à la dimension des valeurs.

Certains paramètres macro-historiques doivent être pris en compte pour comprendre la spécificité des visions du monde des Français.

### 2.2.3. La spécificité de la culture politique française

Même s'il ne donne aucune perspective comparative à son enquête, Etienne Schweisguth est tout de même amené à tenir compte d'une des caractéristiques essentielles de la culture politique française, à savoir une ambivalence fondamentale à l'égard de l'Etat. Cette ambivalence a été décrite dans des recherches ethnologiques comme celles de Hoffman et al. (1963) ou de Laurence Wylie (1962), à la suite d'observations récurrentes qu'on retrouve déjà chez Tocqueville notamment (1835, 1856). Ce trait paradoxal de la culture politique française est censé se manifester par une attitude ambivalente à l'égard de l'autorité, en général, et des pouvoirs publics, en particulier, respectés et sacralisés bien que contestés et craints. Autrement dit, on attend énormément d'un Etat que l'on conteste avec la même intensité par ailleurs.

La mise en évidence de ce trait permet à l'auteur de mettre à l'épreuve l'hypothèse suivante : avant l'arrivée de la gauche au pouvoir, outre les capitalistes, c'est le gouvernement de droite qui représentait l'ennemi aux yeux du peuple de gauche. L'auteur s'appuie ici notamment sur le travail de Bernard Manin et d'Alain Bergounioux (1980) selon lequel la rhétorique traditionnelle de la gauche consiste à opposer le « peuple tout entier » à une « poignée de privilégiés », la conclusion logique de ce type de rhétorique étant que l'adversaire, n'ayant aucune utilité, doit être supprimé, afin de lever les obstacles à l'instauration d'un ordre social juste. Alors que la gauche est arrivée au pouvoir, le problème de la désignation de l'adversaire se pose

<sup>13</sup> L'auteur s'inspire, ici, des travaux de Noel O'Sullivan (1976). Pour plus de précisions sur ce point voir la recension de l'ouvrage précité que l'auteur a faite pour la Revue française de science politique (1979). Sur la permanence de ce clivage au niveau des valeurs dans les sociétés européennes, voir l'article d'Olivier Galland et de Yannick Lemel paru dans la Revue française de sociologie en 2006.

désormais en des termes différents. L'auteur émet notamment l'hypothèse que, la désignation des « capitalistes » ou des « privilégiés » comme adversaire principal devenant plus difficile, on verra se développer la désignation d'autres objets symboliques comme sources et responsables du Mal. Il s'interroge plus largement sur l'attitude de l'électeur de gauche face au gouvernement socialiste. Etienne Schweisguth fait l'hypothèse que cette attitude a des chances d'être ambivalente, articulant une certaine dose d'accord idéologique et une réaction de défiance. Selon l'auteur, cette réaction illustre beaucoup plus qu'une déception face à la politique de rigueur qui sévit depuis 1982, et doit être appréhendée plus globalement comme l'expression de cette ambivalence face aux représentants de l'Etat<sup>14</sup>. Cela a avoir avec le fait qu'avant 1981 on parlait surtout de capitalisme et pas encore — ou peu — de libéralisme ; la popularisation du terme même de libéralisme renvoie à la recomposition du discours de la gauche partisane, qui une fois au pouvoir a changé d'adversaire, en acceptant l'économie de marché / le capitalisme non libéral et en désignant de fait le libéralisme comme le nouvel ennemi.

---

<sup>14</sup> On retrouve, ici, la description, classique, d'une culture civique faite de passivité, de non participation voire d'irresponsabilité associées à des accès de rébellion sur le modèle de la « communauté délinquante ». Sur ce point, voir Pitts Jesse R., 1960, « The family and the peer group », in Bell N.W., Vogel E. F. (dirs.), *A modern introduction to the family*, Glencoe, Free Press, p. 266-286 ; Pitts Jesse R., 1981, « Les Français et l'autorité : la vision d'un américain », in Reynaud J.-D., Grafmeyer Y. (dirs.), *Français, qui êtes vous ?*, Paris, La Documentation française.

### 3. Réalisation du terrain

Pour financer l'enquête, l'auteur avait au départ monté un budget de 50 000 francs (7 620 euros) ; il a finalement obtenu 100 000 frs (15 244 euros)<sup>15</sup> du Cévipof pour rémunérer un enquêteur, payer les déplacements sur le terrain et la transcription des entretiens. Il ne s'agissait pas de sa première expérience en méthodologie qualitative, puisque sa recherche sur les sous-officiers de l'armée française comprenait, en préalable à une enquête par questionnaires, la réalisation d'une centaine d'entretiens non directifs, entretien qu'il n'avait pas lui-même réalisés — selon le mode de division du travail d'enquête « chercheur / enquêteur professionnel » encore très dominant à cette époque.

#### 3.1- Organisation de la campagne d'entretiens

L'ensemble des entretiens a été mené entre mars et décembre 1983<sup>16</sup>. L'enquête a démarré juste après les élections municipales de mars 1983. Le terrain a été réalisé d'abord par un enquêteur professionnel qui travaillait régulièrement pour le CEVIPOF, essentiellement dans le Finistère, dans la région de Brest<sup>17</sup>. Insatisfait de la façon dont l'enquêteur menait les entretiens, l'auteur a ensuite repris en main la réalisation de l'enquête et a conduit lui-même, à une exception près<sup>18</sup>, le reste des entretiens. Cette seconde vague a été menée en région parisienne, dans les Bouches-du-Rhône et dans le Doubs. En région parisienne, où l'auteur travaillait et résidait au moment de l'enquête, ce dernier a enquêté dans plusieurs départements (à Paris, dans les Hauts-de-Seine, dans l'Essonne et dans le Val-de-Marne). Il s'est également rendu dans les Bouches-du-Rhône, où il pouvait séjourner à moindre frais chez une cousine, qui habitait un petit village du département. Il s'est aussi rendu dans le Doubs, plus précisément dans la région de Montbéliard, région qu'il connaît bien pour en être originaire (l'auteur fait lui-même plusieurs fois références à ses origines dans les interactions avec certains enquêtés interrogés dans le Doubs)<sup>19</sup>.

La sélection des enquêtés, et notamment la diversification de leurs propriétés sociographiques et politiques, n'a été qu'en partie — et indirectement — contrôlée par l'auteur. La première vague d'entretiens a été effectuée sur la base du réseau social de l'enquêteur. En revanche, Etienne Schweisguth s'est refusé à établir le recrutement des témoins sur la base de son propre réseau d'interconnaissance, principalement parce qu'il était désireux d'atteindre des individus (notamment membres des catégories populaires) échappant la plupart du temps aux enquêtes sociologiques, du fait notamment de leur sentiment d'incompétence. Il a donc eu recours, lorsqu'il a repris en main le terrain, principalement au porte-à-porte<sup>20</sup>. Ainsi, il a pu s'efforcer de contrôler un facteur principal, la position sociale de chaque enquêté, évaluée à partir du critère de l'habitat lui-même appréhendé à partir de deux indicateurs : en fonction des zones d'habitat (quartiers populaires/ouvriers, quartiers bourgeois) et de leur type d'habitat (logement HLM, pavillon, etc.)<sup>21</sup>, évalués de visu. La diversification sociale de l'échantillon s'est faite à partir de ce point d'entrée et c'est en multipliant les entretiens que l'auteur a principalement diversifié son échantillon sur d'autres critères (l'âge, le sexe, le vote, etc.), par un effet de hasard.

Il s'est servi secondairement du réseau social des enquêtés eux-mêmes, qui ont pu le renvoyer sur d'autres personnes susceptibles d'accepter le principe de l'entretien<sup>22</sup>. Pour compléter son échantillon, l'auteur a exceptionnellement eu recours à

<sup>15</sup> La conversion en euros a été effectuée selon le taux de change fixé en 2002, soit 6.55957. La valeur actuelle de ces sommes devait être calculée en tenant compte du pouvoir d'achat du franc au début des années 1980.

<sup>16</sup> Les dates précises n'ont été conservées que pour un petit nombre d'entretiens.

<sup>17</sup> Mais aussi une poignée dans l'Allier et en région parisienne.

<sup>18</sup> Entretien n°52, réalisé par une enquêtrice du CNRS.

<sup>19</sup> Il s'agit notamment des entretiens n°44&48.

<sup>20</sup> Selon lui environ la moitié des personnes qui ouvraient leur porte acceptaient de répondre. L'auteur présentait l'enquête comme un « sondage », où il laissait les gens s'exprimer, l'entretien prenant la tournure d'une conversation. Mis à part les souvenirs de l'auteur on ne dispose pas de documents permettant de reconstituer le lien établi avec les enquêtés lors de cette rencontre (notamment les lettres que l'auteur pouvait déposer dans les boîtes aux lettres afin de préparer sa venue ultérieure n'ont pas été conservées).

<sup>21</sup> Sans que l'auteur ait lui-même explicitement développé ce raisonnement, on retrouve dans sa démarche le postulat d'un lien fort entre la répartition spatiale inégale des catégories sociales et celle des caractéristiques du parc de logement. De nombreux travaux de sociologie ou de géographie sociale, comme celui par exemple de François Madoré, indiquent en effet que « la division sociale des villes française révèle combien l'espace urbain dessine avec précision la hiérarchie sociale et les principales oppositions qui discriminent la structure sociale » (Madoré François, 2004, *Ségrégation sociale et habitat*, Rennes, Presses universitaires de Rennes).

<sup>22</sup> Par exemple, l'enquêté n°28 a été contacté par le biais de la cousine de l'auteur (mentionnée dans l'entretien comme « Madame C... ») ; l'enquêté n°26 a été mis en relation avec l'auteur par une de leurs relations communes, « Madame B... » ; l'enquêté n°49 (en région parisienne) a été contacté sur la recommandation de l'enquêté n°5 (dans le Finistère).

des intermédiaires issus de son entourage relationnel, qui l'ont redirigé vers des membres de leurs propres réseaux de sociabilité, lesquels lui étaient personnellement inconnus<sup>23</sup>. La totalité des enquêtés lui étaient donc inconnus.

### 3.2. Forme et déroulement des entretiens

Les entretiens ont tous été réalisés en face-à-face, au domicile des personnes et enregistrés sur dictaphone. Les témoins ont presque toujours été interrogés seuls ; dans certains cas ils pouvaient être à côté de leurs enfants, ou leur conjoint être présent, dans une pièce à côté (dans ce cas, le conjoint se joint généralement à la conversation, au moins à la fin ou pour quelques interventions ponctuelles)<sup>24</sup>.

D'un point de vue méthodologique, les entretiens menés sont proches du type non-directif, selon le modèle promu à l'époque au CEVIPOF notamment par Guy Michelat, chez lequel on trouve une double influence psychanalytique et culturaliste<sup>25</sup>. Etienne Schweisguth revendique d'ailleurs explicitement le fait d'articuler ce double cadre d'analyse, déclarant avoir retenu de Freud et de Levi-Strauss un intérêt pour les représentations latentes (idée reprise par la tradition rogérienne) et une recherche des structures derrière la production discursive apparente. Les apports de l'entretien non directif résident, pour l'essentiel, dans le fait que cette technique permet d'investiguer le système de représentations sous-jacentes organisant — de manière latente / implicite — le discours de l'enquêté — qui lui est explicite et donc directement observable.

Les entretiens démarrent après la formulation d'une consigne par laquelle il est demandé aux témoins d'indiquer ce qu'ils pensent de la droite et de la gauche, et dans la plupart des cas ce que cela représente pour eux, en rapport avec le changement récent de gouvernement au printemps 1981 (environ deux ans après l'arrivée de la gauche au pouvoir, selon la date à laquelle l'entretien considéré a été réalisé). La formulation exacte de la consigne varie cependant à la marge en fonction de l'enquêteur ou de l'enquêté, l'idée implicite étant toujours de recueillir leur perception sur ce contexte d'alternance. Cette formulation a été pensée par l'auteur comme un moyen permettant aux enquêtés qui le souhaitaient de marquer une certaine distance par rapport aux notions de droite et de gauche elles-mêmes. La conduite des entretiens est par la suite très souple. Conformément à la logique de l'entretien non directif, l'enquêté était libre de choisir lui-même les thèmes qu'il voulait aborder et les présenter à sa manière. De la sorte l'objectif était, pour l'auteur, de resituer les choix et les perceptions politiques des enquêtés dans le tableau d'ensemble de leur vision du monde et de leur trajectoire personnelle. Certains prennent même la forme de récits de vie.

La présence de nombreuses questions, de demandes de précisions ou de formes d'implication de l'enquêteur fait cependant que les entretiens ne sont pas strictement non directifs. Surtout, on observe une différence assez nette entre la première et la seconde vague d'entretiens de ce point de vue. Le premier enquêteur a, en effet, eu tendance à être assez directif et à reformuler de manière savante les propos des témoins<sup>26</sup>, avec toute l'artificialité que cela comporte et l'impact que cela peut revêtir sur la suite du déroulement de l'entretien — en termes d'inhibition de la parole du témoin notamment. On assiste ainsi, de l'avis même d'Etienne Schweisguth, à une déformation vers une abstraction intellectuelle excessive, l'enquêteur reformulant démesurément les propos des enquêtés et plaquant trop tôt dans le cours de l'entretien ses propres diagnostics. Pour la seconde vague d'entretiens, menés directement par l'auteur, la technique mise en œuvre est beaucoup plus proche du modèle du non directif.

<sup>23</sup> C'est le cas de l'entretien n°54. On touche ici un problème bien connu : les intermédiaires ont tendance à renvoyer l'enquêteur vers les personnes de leur entourage qu'elles perçoivent comme les plus compétentes.

<sup>24</sup> C'est le cas de quelques entretiens : n°6, couple d'agriculteurs ; fréquentes interventions de l'épouse du témoin n°46 ; présence de l'épouse de l'interviewé n°48 durant l'entretien.

<sup>25</sup> Michelat Guy, 1975, « Sur l'utilisation de l'entretien non directif en sociologie », *Revue française de sociologie*, vol.16, n° 2, p. 229-247.

<sup>26</sup> Selon une technique qui fait écho à la posture promue quelques années plus tard, en 1993, par Pierre Bourdieu dans *La Misère du monde*. Une critique sur l'épistémologie et la position méthodologique de Bourdieu a été d'ailleurs publiée par Etienne Schweisguth avec Gérard Grunberg en 1996 (« Bourdieu et la misère : une approche réductionniste », *Revue française de science politique*, vol. 37, n° 1, p. 134-155).

## 4. Corpus constitué et conservé

Le corpus est composé de 64 entretiens<sup>27</sup> réalisés en deux vagues. La première a été prise en charge par un enquêteur professionnel, collaborateur régulier du Cévipof à cette époque, pour un total de 21 entretiens. La seconde a été menée directement par l'auteur, pour un total de 43 entretiens. L'objectif de l'auteur était, comme c'est la règle en méthodologie qualitative, de mettre en œuvre des principes de diversification de son échantillon.

### 4.1. Diversification des enquêtés

Les entretiens sont doublement diversifiés sur un plan géographique :

- selon les régions : Région parisienne (presque la moitié du corpus), Finistère, Bouches-du-Rhône, Doubs, Allier
- selon un clivage urbanisé / rural.

Les entretiens sont également diversifiés du point de vue d'autres variables sociographiques ou politiques, à commencer par la PCS, mais aussi le sexe<sup>28</sup>, l'âge<sup>29</sup>, le niveau d'études, etc.

### 4.2. Durée des entretiens et transcriptions

La durée des entretiens est variable. Les enregistrements audio n'ayant pas été conservés il n'est pas possible d'indiquer leur durée, mais une première comparaison — qui ne tient pas compte du débit de parole de chaque enquêté — est possible sur la base de la longueur des transcriptions (ou du nombre de signes). Le volume des transcriptions s'étend de 26 000 et 190 000 signes environ (pour une moyenne 66 000 signes). A noter que les entretiens de la première vague sont sensiblement plus courts que ceux de la seconde (55 000 signes environ de transcriptions contre 70 000 signes).

La transcription a été réalisée par deux secrétaires-dactylo différentes, qui se sont succédé. Du fait de la mauvaise qualité sonore parfois des enregistrements, l'auteur a lui-même réécouté et corrigé — parfois de manière substantielle — le texte d'un nombre important d'entretiens. L'ensemble des propos transcrits a subi une anonymisation basique : la totalité des informations à caractère personnel qui permettraient d'identifier directement les témoins a été supprimée. Une première vague d'anonymisation a été réalisée à l'époque de l'enquête, par les dactylos ou l'auteur. Une seconde vague d'anonymisation a été réalisée pour les besoins de l'archivage par beQuali. Les informations permettant très facilement d'identifier de manière indirecte les enquêtés ont été remplacées par des hyperonymes ; les informations considérées comme des informations directement personnelles (lieu de naissance associé à la date de naissance) ont été retirées des transcriptions, conformément aux exigences de la CNIL.

---

<sup>27</sup> Un peu plus de 64 entretiens ont été réalisés au total, mais une poignée d'entre eux, considérés comme ratés ou peu intéressants, ont été écartés par l'auteur, pour n'en conserver au final que 64. Sur ce point se reporter à l'inventaire de l'enquête.

<sup>28</sup> Avec 21 femmes et 43 hommes.

<sup>29</sup> Entre 21 et 79 ans, pour un âge moyen d'environ 40 ans.

## 5. Analyse : méthodologie et résultats

L'auteur procède, sur la base de ce matériau, à une analyse typologique des systèmes de représentations idéologiques des Français, à partir du positionnement par rapport au clivage gauche-droite. Il s'agit donc pour Etienne Schweisguth d'identifier des types idéologiques, de décrire ces derniers, et de classer si possible le plus possible d'enquêtés dans l'un ou l'autre des types identifiés.

### 5.1. La démarche générale d'analyse

L'enjeu de l'analyse consiste à montrer qu'une proportion significative d'individus partagent des systèmes de représentation idéologiques, plus ou moins fortement structurés et relativement stables et qui correspondent, de près ou de loin, à ces formes idéologiques constituées. L'essentiel est donc de déconstruire les visions du monde que mobilisent les enquêtés dans leurs discours, en déconstruisant notamment les catégories principales servant à la perception de la réalité sociale (en particulier « justice », « égalité », « mérite », etc.). A travers les entretiens, l'auteur tente de mettre en évidence cette activité de l'individu qui, en fonction de ses spécificités biographiques et de ses expériences sociales, emprunte tout ou partie d'un ou plusieurs des grands systèmes de représentations présents sur ce « marché » des idéologies, et les adapte à sa situation personnelle, selon le mécanisme du « bricolage » décrit par Levi Strauss<sup>30</sup>, par exemple.

Concrètement, le corpus d'entretiens a fait l'objet d'analyses de type essentiellement interprétatif. En l'absence de logiciels informatiques sophistiqués à l'époque de l'enquête, l'auteur s'est livré à une lecture à la fois cursive et analytique des transcriptions, et à leur comparaison à partir d'un codage manuel des passages du verbatim, d'un découpage aux ciseaux des passages considérés, et de leur rapprochement<sup>31</sup> et leur mise en perspective.

Il a fonctionné par des allers-retours constants entre le verbatim et la (re)formulation d'un cadre d'analyse<sup>32</sup>. Ce travail s'apparente, dans une version très artisanale, au type d'analyse qu'il est désormais possible de réaliser de manière semi-automatisée à partir des Caqdas. L'auteur a également réalisé des résumés des entretiens (non conservés), en guise de pense-bête, de manière à pouvoir se remémorer rapidement la substance du propos développé par chaque enquêté et de pouvoir opérer un premier classement typologique.

La clef de compréhension de l'orientation idéologique des enquêtés est, selon l'auteur, la position de ces derniers face au changement de la nature de la société, comme décrit précédemment (cf. le point 2.2.2). Pour interpréter les propos des enquêtés Etienne Schweisguth se livre plus précisément à une analyse de type symbolique, en partant du principe qu'il n'existe pas de correspondance, terme à terme, entre les éléments d'un système symbolique et ceux de la réalité sociale. Au contraire, les symboles tirent leur signification du système auquel ils appartiennent — autrement dit les symboles n'ont pas de référent. Ainsi les termes de « nation », « peuple », « progrès », « justice », « démocratie », « liberté », « égalité », pour ne reprendre que ces grandes catégories, n'ont pas le même sens selon qu'on les trouve dans tel ou tel type de discours idéologique. L'analyse menée par l'auteur a donc consisté à caractériser le sens que donnent les enquêtés à ces termes, notions, valeurs, etc., en fonction de leur système idéologique de référence.

Parallèlement à la constitution et à la description des types idéologiques l'auteur se livre à une opération de sociologisation, au sens où il rapproche l'orientation idéologique qu'il estime être celle des enquêtés de leur profil socioprofessionnel, de leur orientation religieuse, syndicale ou militante, ou de leur vote déclaré. Concernant le classement des enquêtés en fonction des différents types idéologiques identifiés, l'auteur se différencie de la position de Guy Michelat (1977). Pour ce dernier, le type est un « individu » abstrait qui parle à travers plusieurs individus concrets. Cette position est admissible pour Etienne Schweisguth à condition de la relativiser, c'est-à-dire en se gardant de réifier le type qu'on a construit. La

---

<sup>30</sup> Il faut entendre, ici, la notion de « bricolage », dans le sens de « bricolage intellectuel », autrement dit une interprétation individuelle du ou de la politique qui se traduit dans une grammaire simple où la pensée emprunte parfois des raccourcis. Cette notion de « bricolage » est, en quelque sorte, une extension de celle développée en 1962 par l'anthropologue et qui s'appliquait à la pensée sauvage (« La science du concret » in *La Pensée sauvage*, p.30-49).

<sup>31</sup> Se reporter à l'entretien avec Etienne Schweisguth pour une description précise de cet aspect de l'enquête.

<sup>32</sup> Selon une démarche proche de la grounded theory telle que formulée par Barney G. Glaser et Anselm L. Strauss en 1967.

« réalité » du type réside selon lui dans les dimensions qui le constituent et qu'on peut retrouver, plus ou moins actualisées et incarnées, d'un individu réel à un autre. L'auteur s'est ainsi plutôt livré à une typologisation pragmatique, au sens où il a structuré l'univers qu'il étudie selon les dimensions (les « représentations ») qui peuvent servir à discriminer les individus à partir de leur positionnement sur l'axe gauche-droite (cf. le point suivant, 5.2.1.1)

## 5.2. Principaux résultats

### 5.2.1. L'élaboration des types idéologiques

L'aboutissement des réflexions adossées à ces opérations d'élaboration des types idéologiques est présenté dans le document de synthèse de l'analyse, disponible uniquement pour la droite rigoriste, la droite libérale, la gauche humaniste. Ce document a été finalisé à la fin de 1987 ou au début de 1988<sup>33</sup>.

#### 5.2.1.1. Les dimensions constitutives de l'orientation idéologique

Pour la grande majorité des enquêtés, la dimension gauche-droite ne correspond ni à l'opposition « officielle » entre anticapitalisme et libéralisme, ni même à une dimension unique. Conformément à la définition donnée du clivage gauche-droite, la manière dont sont structurés les systèmes de représentations des enquêtés, ou du moins de certains d'entre eux, est la résultante de la superposition de deux dimensions irréductibles, mais elles-mêmes divisibles en plusieurs sous-dimensions :

— le niveau des valeurs et des représentations du monde. L'auteur identifie trois couples d'opposition — ordre naturel versus changement, hiérarchie versus égalité, communauté *versus* individu — que subsume le continuum humanisme-rigorisme. Ce dernier oppose notamment l'égalitarisme à l'élitisme, l'universalisme au nationalisme, le modernisme au traditionalisme, le libéralisme à l'autoritarisme, etc.

— le niveau des enjeux sociaux subjectivement perçus. Leurs choix politiques sont également opérés en fonction de la perception que les individus ont des positions des partis politiques sur certains enjeux sociaux. La position sociale occupée par les individus joue ici un rôle prépondérant. Cette dimension oppose ainsi les salariés aux indépendants, ceux qui ont une position basse ou élevée dans la hiérarchie sociale, le secteur public au secteur privé, etc.

Selon l'auteur, la signification de cette seconde dimension a été abondamment décrite par la sociologie électorale notamment ; mais contrairement à la dimension des valeurs, elle ne se laisse pas aisément ramener à quelques principes simples, puisque les enjeux sociaux concrets changent considérablement au fil des époques. Elle se situe d'ailleurs également dans le domaine des représentations (à travers par exemple la représentation de l'opposition entre les « petits » et les « gros »).

#### 5.2.1.2. Le parallélisme des dimensions

Ces deux dimensions entretiennent une relation dialectique. Autrement dit, le positionnement sur l'axe gauche-droite n'est pas la résultante d'un modèle faisant jouer de manière mécanique et séparée l'influence de chacune des deux dimensions. Selon l'auteur la dimension socio-économique et la dimension des valeurs, et leurs sous-dimensions, sont parallèles à l'axe gauche-droite sur lequel elles viennent se projeter. La position occupée sur le continuum gauche-droite n'est pas réductible a priori à la position occupée sur une seule dimension constitutive du clivage ; elle résulte plutôt de l'articulation, variable, entre les positions occupées sur plusieurs dimensions. Une même personne peut ainsi se situer simultanément à gauche ou simultanément à droite sur ces deux dimensions, ou au contraire se situer à gauche sur l'une et à droite sur l'autre, ou encore ne pas situer sur l'une des deux, voire sur aucune des deux.

Cependant cette articulation n'est pas totalement libre : la structuration idéologique du système de représentations des individus est conditionnée par le rapport plus ou moins étroit entretenu avec un des grands discours idéologiques émis par les hommes ou les organisations politiques. Autrement dit, au niveau de chaque individu, le niveau de concordance entre ces deux dimensions est, en partie, influencé par l'offre idéologique. L'auteur reprend ici la thèse selon laquelle en France la tendance

---

<sup>33</sup> Sur ce point, voir l'inventaire de l'enquête.

générale est à l'augmentation de la concordance, depuis la III<sup>e</sup> République — ce qui était loin d'être acquis<sup>34</sup>. Selon Etienne Schweisguth, tout se passe comme si les hommes politiques considéraient que lorsqu'on occupe une position donnée sur l'axe gauche-droite, il est plus rentable électoralement d'aligner l'ensemble de ses positions sur ces dimensions, plutôt que de dissocier. En cascade, « l'offre » idéologique partisane influence la « demande » et donc peut conditionner l'alignement des dimensions au niveau des individus.

L'auteur prend également en compte une gradation dans le niveau de structuration du système de représentations idéologiques. Au total, il dégage six types idéologiques principaux : la gauche anticapitaliste ; la gauche humaniste ; la droite libérale ; la droite rigoriste ; les petits ; les divers.

### 5.2.2. Présentation de la typologie<sup>35</sup>

L'auteur oppose, à un niveau global, les types idéologiques très fortement structurés (proches des idéologies portées par les partis politiques), les types idéologiques relativement structurés, et les types idéologiques faiblement structurés.

#### 5.2.2.1. Structuration idéologique forte

Le constat fait par l'auteur est celui d'une résonance assez faible des grandes idéologies constituées au sein de son échantillon. Par exemple, si des éléments du discours libéral sont repris à leur compte par certains enquêtés (notamment la reconnaissance de l'autonomie et du primat des réalités économiques sur les considérations éthiques en termes de justice sociale), l'émergence du discours libéral est selon lui trop récente, au moment de l'enquête, pour avoir été intériorisé par un nombre significatif d'électeurs et leur tenir lieu de système de représentations. Par rapport à la réalité de la présence et de l'intervention de l'Etat dans la société, le désengagement qu'ils demandent est infime ; en particulier ils ne demandent aucune réduction de la protection sociale.

De la même manière, si certains enquêtés partagent une conception morale fortement imprégnée de culture catholique conservatrice, une conception holistique de la société et une vision pessimiste de la condition humaine, aucun ne s'affilié clairement à l'idéologie conservatrice<sup>36</sup>. Aucun des enquêtés ne tient non plus des propos qui pourraient les rapprocher de l'idéologie réactionnaire ou de l'idéologie fasciste (ce qui doit être relié à leur quasi disparition sur le marché idéologique français contemporain).

L'auteur rencontre le nationalisme comme discours de valorisation de la collectivité nationale, mais pas comme un discours idéologiquement construit de la grandeur de la France ; il n'y a pas dans les entretiens de quoi faire un type spécifiquement nationaliste. En revanche, le discours anticapitaliste, constitué depuis longtemps, sert de cadre de référence principal à quelques enquêtés qui forment le type « gauche anticapitaliste ». Ces anticapitalistes adhèrent aux valeurs humanistes mais estiment que la réalisation véritable de ces valeurs ne peut passer que par la socialisation des moyens de production.

#### 5.2.2.2. Structuration idéologique relative

Cette structuration idéologique moins affirmée fait intervenir d'abord les valeurs, certains enquêtés se positionnant clairement sur le continuum humanisme / rigorisme. Elle fait également intervenir le positionnement face aux enjeux socio-économiques. On retrouve ici 4 types idéologiques :

- ceux qui se positionnent avant tout sur le continuum humanisme-rigorisme : la « gauche humaniste », la « droite libérale », la « droite rigoriste » ;
- ceux qui se positionnent avant tout sur les enjeux socio-économiques : les « petits ».

<sup>34</sup> L'auteur prend pour exemple le cas du boulangisme, qui réalise — pour certains auteurs — une des premières synthèses en France entre le nationalisme et une certaine forme de socialisme. Sur ce point, voir Winock Michel, 1986, *La fièvre hexagonale*, Paris, Calmann-Lévy.

<sup>35</sup> Pour une description fine des types idéologiques, voir précisément les textes « Discours des candidats... » (1987) (avec des indications sur quelques profils individuels) et « Les avatars de la dimension gauche-droite » (1986).

<sup>36</sup> Telle que décrite par O'Sullivan, *op. cit.*

Un des critères distinctifs des « petits » est leur difficulté à endosser un discours de dénonciation des inégalités sociales ; ils se contentent d'un discours de dénonciation dans l'absolu, notamment de leurs mauvaises conditions de vie (d'une « vie qui n'est pas vivable »). L'obstacle principal qui les empêche de passer à la critique de la hiérarchie sociale et de l'inégalité est, selon l'interprétation opérée par l'auteur, le fait que cela les obligerait à reconnaître l'infériorité de leur propre position sociale. Cette prise de conscience est difficile à faire pour tout individu mais s'avère particulièrement impossible chez eux.

### 5.2.2.3. Structuration idéologique faible

Les « divers » présentent un certain nombre de particularités dont il est difficile de rendre compte de manière systématique. Leurs opinions politiques ne sont pas structurées par un système idéologique précis : ils occupent sur les dimensions précédemment mentionnées des positions indéterminées ou contradictoires. On peut cependant décrire quelques-uns de leurs traits récurrents. Ils partagent ainsi une conception d'un ordre des choses très imparfait, sinon franchement mauvais, mais qui ne peut être guère réformé, ce qui renvoie à un pessimisme latent. Dans le même temps ils ne se déclarent pas malheureux, ne font pas appel à de grands principes ; ils n'ont pas perdu leurs illusions car ils n'en avaient pas — en d'autres termes ils n'ont jamais eu une vision enchantée du monde.

Leur originalité réside peut-être dans leur réticence à subir des atteintes à leur pouvoir d'achat ; leur mot d'ordre consiste à faire payer les autres, ce qui renvoie à un certain égocentrisme assumé. Ils assument le fait de défendre leur intérêt au seul nom de la défense de leur intérêt. Mais leur système idéologique n'est pas libéral, à moins qu'il suffise pour ce faire de vouloir payer moins de taxes et d'impôts. Dans ces conditions, en l'absence de repère ou de sentiment d'appartenance gauche-droite, l'intérêt personnel reste pour eux la meilleure boussole pour se situer dans l'univers politique. Les « divers » témoignent ainsi de l'importance des intérêts personnels dans le comportement électoral, et donc de l'importance des enjeux sociaux associés. En ce sens ils sont proches des « petits ».

Selon l'auteur cette classification en six types n'a pourtant rien d'absolu, et les types distingués ne doivent donc pas être réifiés. Ainsi la droite rigoriste et la gauche humaniste sont les deux pôles d'un continuum humanisme-rigorisme ; la droite libérale se trouve en position intermédiaire et l'on passe graduellement de l'un à l'autre. De même, on observe une continuité entre le groupe de la « gauche humaniste » et les « anticapitalistes » : l'anticapitalisme englobe l'humanisme tandis que certains enquêtés de type « gauche humaniste » sont partisans d'une transformation assez importante de la nature de la société, d'une troisième voie entre société capitaliste et socialisme des pays de l'Est.

### 5.2.3. Tentative de sociologisation des types

Tableau 1 : effectifs des types<sup>37</sup>

	« Petit »	Anticapitalistes	Gauche humaniste	Droite libérale	Droite rigoriste	Non classés (« divers »)	Total
Effectifs du groupe	10 <sup>38</sup>	7 <sup>39</sup>	12 <sup>40</sup>	10 <sup>41</sup>	10 <sup>42</sup>	13 <sup>43</sup>	62

#### 5.2.3.1. Ancrage social des types idéologiques

L'auteur estime que la position sociale d'un individu détermine, de manière probabiliste, aussi bien sa position sur la dimension socioéconomique que sa position sur la dimension des valeurs. Cependant à l'exception d'un seul type, les « petits »,

<sup>37</sup> Ces résultats ont été publiés sur la base de 62 entretiens. L'archive comprend finalement 64 entretiens. Les chiffres proposés ici et par la suite ne correspondent pas exactement au classement des matériaux tels qu'ils ont été déposés, le classement ayant pu évoluer. Ils correspondent aux chiffres publiés par l'auteur, donc assumés par lui à l'époque en fonction de l'état d'avancement de sa réflexion.

<sup>38</sup> Effectif validé dans les entretiens : 4.

<sup>39</sup> Effectif validé dans les archives : 5.

<sup>40</sup> Effectif validé dans les archives : 11.

<sup>41</sup> Effectif validé dans les archives : 10.

<sup>42</sup> Effectif validé dans les archives : 10.

<sup>43</sup> Effectif validé dans les archives : 25.

aucun des autres types n'est totalement homogène du point de vue de sa composition sociale. L'auteur observe tout de même une congruence assez nette entre les types idéologiques et la position socioprofessionnelle occupée par les enquêtés de chaque type, conformément aux relations modales mises en évidence par les enquêtes statistiques de sociologie politique.

Tableau 2 : appartenance sociale des enquêtés<sup>44</sup>

	« Petits »	Anticapitalistes	Gauche humaniste	Droite libérale	Droite rigoriste	Non classés (« divers »)	Total
Salariés populaires	10	2	2	0	0	4	18
Salariés moyens	0	4	8	4	2	7	25
Cadres supérieurs	0	0	0	6	1	1	8
Travailleurs indépendants	0	1	2	0	7	1	11
Effectifs du groupe	10	7	12	10	10	13	62

Le type « anticapitaliste » ne comporte que deux membres sur sept appartenant au milieu populaire salarié. Parmi les cinq autres, l'auteur compte deux militants syndicaux et deux enseignants<sup>45</sup>. L'intériorisation du discours anticapitaliste ne paraît être le fait que d'intellectuels, de militants et d'une petite partie seulement des milieux populaires (sur 18 enquêtés appartenant au milieu populaire salarié, seuls deux reprennent nettement à leur compte le discours anticapitaliste). Un tel constat suggère que ce discours était auparavant présent chez les électeurs de gauche beaucoup plus au titre de référence idéologique officielle que comme système structurant l'ensemble de leurs représentations.

Deux tiers (huit sur douze) des enquêtés classés en « gauche humaniste » appartiennent au milieu des salariés moyens. L'auteur fait l'hypothèse que leur position moyenne dans la hiérarchie sociale leur donne une sensibilité égalitaire et leur fait refuser le discours méritocratique (c'est-à-dire le lien consubstantiel entre réussite et mérite) ; ils éprouvent, au contraire, un sentiment de solidarité avec ceux dont la situation est inférieure à la leur. Les enquêtés classés en « droite libérale » viennent de milieux sociaux assez aisés (cadres supérieur voire salariés moyen) tandis que ceux classés en « droite rigoriste » sont surtout des travailleurs indépendants, catégorie dont l'ancrage à droite et le rigorisme moral sont bien connus<sup>46</sup>. Le groupe des « petits » comprend essentiellement des individus appartenant aux catégories inférieures du milieu populaire (faible revenu, faible qualification, faible niveau culturel). Enfin, les « divers » comprennent essentiellement des salariés moyens (plus de la moitié) ou des membres des fractions supérieures du milieu populaire.

<sup>44</sup> Tableau tiré de l'article « Les avatars... », p. 53, également reproduit dans l'article « Discours des candidats... », p. 405.

<sup>45</sup> Ces informations n'apparaissent pas sur le tableau.

<sup>46</sup> La palme du traditionalisme appartient aux agriculteurs et aux travailleurs indépendants (Grunberg Gérard, Schweisguth Etienne, 1981, « Profession et vote », in Capdevielle Jacques et al. (dir.), France de gauche, vote à droite, Paris, Presses de la FNSP, p. 139-167 ; Grunberg Gérard, Schweisguth Etienne, 1983, « Le virage à gauche des couches moyennes salariées », in Lavau Georges, Grunberg Gérard, Mayer Nonna (dirs.), L'univers politique des classes moyennes, Paris, Presses de la FNSP, p. 351-371).

### 5.2.3.2. Ancrage politique des types idéologiques

Tableau 3 : vote des enquêtés au deuxième tour de l'élection présidentielle de 1981<sup>47</sup>

	« Petits »	Anticapitalistes	Gauche humaniste	Droite libérale	Droite rigoriste	Non classés (divers)	Total
Mitterrand	5	7	12	1	0	9	34
dont déçus du socialisme <sup>48</sup>	4	2	0	1	0	7	14
Giscard	4	0	0	6	9	1	20
N'a pas voté	1	0	0	3	1	3	8
Effectifs du groupe	10	7	12	10	10	13	62

On observe par ailleurs un lien assez clair entre l'orientation idéologique des enquêtés, évaluée à partir de leurs discours, et le vote qu'ils déclarent pour le second tour de l'élection présidentielle, conformément aux enseignements de la sociologie électorale. L'ambiguïté provient ici essentiellement des « petits », qui ont voté presque autant pour Giscard que pour Mitterrand, et des « divers », qui ont plutôt voté pour le candidat socialiste mais chez qui, outre les « petits », on retrouve la plupart des déçus du socialisme.

En ce qui concerne les « petits », leur système de représentation n'est en affinité ni avec le discours anticapitaliste voire humaniste, ni avec le discours libéral. Ils se situent à gauche sur la dimension socioéconomique et à droite sur les valeurs par leur traditionalisme, leur rigorisme moral et leur xénophobie marqués<sup>49</sup>. Leur niveau social inférieur a amené la moitié d'entre eux à voter à gauche, alors que l'ensemble des individus classés dans le type « petits » partage une vision du monde proche, par certains points, de celle de la droite rigoriste, ce qui peut expliquer que presque la moitié ait voté à droite.

Un changement se produit toutefois après 1981. Le fait que jusqu'à cette date le discours de l'opposition de gauche et des syndicats était centré sur la dénonciation des « gros » (assimilés aux gouvernants), sur l'absence de distinction entre les fortunes des particuliers et les bénéfices des entreprises, ou encore sur l'opposition entre les salariés et les patrons à l'occasion des conflits du travail, avait permis au discours anticapitaliste de venir se greffer sur le système de représentation des « petits ». Le recul opéré sur ces registres par la gauche au pouvoir, et surtout la politique économique d'austérité ou de rigueur amorcée à partir de 1982, ont rendu le discours anticapitaliste moins intéressant pour eux — un discours qu'ils ne partageaient en réalité pas vraiment antérieurement. C'est plutôt la mort de l'espoir chez eux d'une possible amélioration de leurs conditions de vie qui les a coupés de la gauche partisane et du discours anticapitaliste. En d'autres termes, cette greffe « artificielle » ne prend désormais plus. De plus, la gauche étant au pouvoir et ayant échoué, l'ennemi ne peut plus être réduit au « capitalisme », au « patronat », à « la droite », etc. Désormais l'ennemi c'est aussi « les immigrés », d'où le flux des voix grandissant des ouvriers vers le FN par la suite.

Le cas des enquêtés « divers » renvoie alternativement ou simultanément à au moins trois cas de figure : à des individus dont le système de représentations idéologiques, précédemment orienté à gauche, vient de se briser et n'a pas été remplacé par un autre<sup>50</sup>, cette rupture entraînant — au moins temporairement — une attitude de repli individualiste ; à des individus a priori égocentriques, c'est-à-dire qui ne sont pas forcément plus soucieux que les autres de leur intérêt personnel mais qui craignent moins de défendre leur intérêt sans faire appel à un système de valeur justificateur (ce qui est, on le rappelle,

<sup>47</sup> Tableau tiré de l'article « Les avatars... », p. 54, également reproduit dans « Discours des candidats... », p. 405.

<sup>48</sup> Les « Déçus du socialisme » désignent, pour l'auteur, les enquêtés ayant voté pour François Mitterrand en 1981 et qui déclarent qu'ils ne voteraient pas socialiste ou qui ne savent pas pour qui ils voteraient s'ils étaient amenés à nouveau à choisir entre un candidat socialiste et un candidat de droite.

<sup>49</sup> Ce type renvoie par exemple à la figure de l'ouvrier autoritaire. Sur ce point, voir par exemple Lipset Seyour Martin, 1981, *Political man. The social bases of politics*, Baltimore, The John Hopkins University Press.

<sup>50</sup> Correspondent à ce cas de figure les enquêtés n°9, n°34 et n°32, décrits dans l'article « Discours des candidats... ».

le propre de l'idéologie)<sup>51</sup> ; ou à des individus dont la position sociale moyenne ou élevée ne leur permet pas de reprendre à leur compte la thématique des « petits »<sup>52</sup>.

A la lumière de ces réflexions on peut se demander, avec l'auteur, pourquoi il n'y a pas plus de « centristes » au moment des élections ?

Selon l'auteur, les « centristes » sont souvent des électeurs qui se situent plutôt à droite sur la dimension socioéconomique (réalistes d'un point de vue économique, ils sont partisans de laisser faire les lois du marché, et acceptent une simple correction des excès du marché par l'État) et plutôt à gauche sur la dimension des valeurs (ils adhèrent aux valeurs humanistes).

Mais une discordance chez un individu entre ses positions sur ces deux dimensions n'entraîne pas automatiquement une attitude centriste, hésitante ou de retrait. Dans nombre de cas, l'individu se positionne quand même sur l'axe droite-gauche en privilégiant sa position sur l'une des deux dimensions aux dépens de l'autre.

Ainsi, si certains individus ayant voté à gauche en 1981 ne sont pas déçus par l'expérience du socialisme de gouvernement, c'est parce que leur adhésion à la gauche socialiste dépassait de beaucoup leur adhésion à son seul programme socio-économique, et qu'ils pouvaient donc réaménager un élément de ce système — leur perception des enjeux socio-économiques — tout en conservant leur identification à la gauche à partir de la dimension des valeurs. En revanche, nombre d'électeurs de milieux populaires ou salariés, qui ne se situaient à gauche que sur la base de la dimension économique et sociale, ont été très déçus ; ils n'ont alors plus eu de raisons de soutenir la gauche aux élections ultérieures (cantonales de 1982, municipales de 1983, européennes de 1984 et surtout législatives de 1986).

---

<sup>51</sup> Sur ce point voir Piaget Jean, 1951, « Pensée égocentrique et pensée sociocentrique ou de l'idéologie », Cahiers internationaux de sociologie, n° 10, p. 34-49.

<sup>52</sup> Certains cas sont décrits dans l'article « Discours des enquêtés... » : enquêtés n°13 (institutrice), n°19 (inspecteur des PTT), n°25 (agriculteur), n°27 (contremaître), n°57 (ouvrier très qualifié).

## 6. Postface

### 6.1. L'exploitation de l'enquête

#### 6.1.1. Publications tirées de l'enquête

SCHWEISGUTH Etienne, 1985, « L'égalité aujourd'hui », *Intervention*, n°11, janvier-mars 1985, p. 58-66

— 1986, « Les avatars de la dimension gauche-droite », in Elisabeth DUPOIRIER et Gérard GRUMBERG (dir.), *Mars 1986 : la drôle de défaite de la gauche*, Paris, PUF, p. 51-70.

— 1987, « Discours des candidats, discours des électeurs. L'exemple Français », *Politica y sociedad : estudios in homenaje a Francisco Murillo Ferrol*, Madrid, Centro de investigaciones sociologica/Centro de estudios constitucionales, vol. 1, p. 401-416.

— 1988, « La dimension gauche droite en France », XIV<sup>e</sup> congrès mondial de l'Association internationale de science politique, Washington D.C., 1988 (dactylographié).

— 2011 (version corrigée de la version originelle de 1988), *Analyse de trois types : la droite rigoriste, la droite libérale et la gauche humaniste*. Document d'étape (non publié).

#### 6.1.2. Travaux postérieurs

L'auteur a réalisé un complément d'enquête en 1986, dans le contexte des élections législatives, mais n'a pas intégré au corpus de 1983 les quelques entretiens produits trois ans après. Cette expérience a tout de même conforté l'hypothèse qu'un individu est susceptible de plusieurs choix politiques à la fois ; c'est le contexte de l'élection, et notamment l'offre politique, qui va déterminer le choix final. Elle l'a définitivement convaincu du fait que l'électeur est idéologiquement multidimensionnel.

Cette enquête a plus largement servi de base de réflexion à ses travaux postérieurs, essentiellement quantitatifs (1990, 1993, 1994, 1997, 2007, 2010), qui ont porté sur les changements des attitudes et des valeurs dans le domaine des questions de société (notamment en matière de mœurs, de rapport à l'autorité et de xénophobie) et dans celui des problèmes économiques et sociaux, perspective déjà prégnante dans la présente enquête.

Il poursuit, à la date de livraison de cette enquête, sur l'enquête un ouvrage de synthèse sur l'évolution des valeurs en France depuis 1945, fondé sur une méthode historique, ouvrage pour lequel il s'est en partie appuyé sur les résultats de cette enquête<sup>53</sup>. A cet égard, on peut noter que le cadre théorique d'Etienne Schweisguth peut être rapproché d'autres travaux ; il résonne par exemple avec la description des mythes politiques développée par Raoul Girardet dans son ouvrage paru en 1986 (*Mythes et mythologies politiques*), laquelle distingue le mythe de la décadence, du progrès des mœurs, de l'autorité, etc.

Etienne Schweisguth a depuis parfait son modèle d'analyse du système idéologique des individus, en multipliant le nombre des dimensions (jusqu'à cinq) et des sous-dimensions constitutives de ce système. Il a également évolué sur la dimension socio-économique : alors qu'au départ il tendait à privilégier une approche concrète de cette dimension, il s'est mis ensuite à considérer que ces « opinions » pouvaient être considérées comme des valeurs. L'auteur a depuis insisté, dans ses publications ultérieures, sur l'affaiblissement de ce clivage — ou tout du moins le renouvellement de son contenu — dans l'opinion.

#### 6.1.3 Validité du modèle théorique développé

Le travail de classement des individus dans chacun des types identifiés n'a pas pour prétention à être définitif, de l'aveu même de l'auteur. D'ailleurs, comme on l'a mentionné précédemment, dans les diverses publications tirées de l'enquête le classement a varié à la suite de changements de perspectives ou de problèmes matériels, ou encore aléas de la recherche. L'auteur ayant pu lui-même varier dans ses choix, il apparaît clairement que la question du classement n'est pas définitivement réglée. Dès lors, le classement proposé n'a aucune valeur absolue, les « divers » constituant selon Etienne Schweisguth lui-même

---

<sup>53</sup> A titre d'exemple, il montre que la conception d'un « ordre des choses » dépasse le seul type de la droite rigoriste ; on le trouve aussi chez les « divers », ce qui renvoie à une tension fondamentale entre immanence et transcendance. Il développe, dans cet ouvrage, l'hypothèse que tous les individus, quelle que soit leur orientation idéologique, conçoivent deux mondes : un premier monde, réel (empirique, règne de la mécanique, de la science), et un second monde, idéal (monde de l'esprit, du divin, de la justice immanente) ; un des enjeux de l'analyse consistant précisément à étudier comment les individus confrontent et articulent ces deux mondes.

une catégorie scientifiquement insatisfaisante. En effet, l'exploitation du matériau reste incomplète, notamment en ce qui concerne le dernier type, les « divers », qui reste à décrire et à expliquer à l'aide d'un cadre théorique dont il ne disposait pas à l'époque. Une hypothèse de travail encore très floue, de l'aveu même de l'auteur, renverrait à l'importance particulière chez les enquêtés de ce type d'un schéma anthropologique général interagissant avec le « contexte » (politique, économique, etc.) et leurs propres positions sociales<sup>54</sup>.

Si on rajoute les « petits », dont la structuration idéologique est moins élaborée que celle des types « gauche anticapitaliste », « gauche humaniste », « droite libérale » et « droite rigoriste », un peu moins de la moitié de l'échantillon pourrait ainsi subir un réexamen afin de tester la validité de modèle théorique développé originellement par l'auteur.

Par ailleurs, Etienne Schweisguth n'est pas le seul chercheur dans les années 1980 à explorer la piste des « petits » à partir de théorisations qui seront popularisées plus tard autour du modèle de « l'électeur consommériste » ou de « l'électeur égo/sociotropique ». En effet, ces théories engagent de nouveaux questionnements aussi bien en sociologie électorale qu'en philosophie politique. Si l'auteur décrit des modes de pensées des enquêtés et arrive à des résultats assez proches de ces collègues, il estime n'avoir été que peu influencé par ces théorisations dans l'élaboration de sa propre typologie.

Une question méthodologique apparue à l'occasion de l'archivage de l'enquête renvoie à l'effet du mode de recrutement sur les résultats obtenus. Deux constats ont pu être établis a posteriori sur ce plan. L'enquêteur professionnel a recruté ses enquêtés principalement en Bretagne, probablement en sollicitant son réseau d'interconnaissance, sans qu'on sache toutefois exactement s'il a également eu recours au porte-à-porte. On a considéré que les 21 personnes qu'il avait interrogées ont été probablement contactées par relation<sup>55</sup>.

Etienne Schweisguth a réalisé les entretiens restants<sup>56</sup> en ayant recours à la fois à son réseau de relations (douze individus) et surtout au porte-à-porte (31 individus)<sup>57</sup>. Au total, sur 64 entretiens, 33 ont (probablement) été réalisés sur la base d'un recrutement relationnel, et 31 par porte-à-porte.

Des tendances assez nettes apparaissent lorsque l'on creuse la question de l'incidence du mode de recrutement sur les discours tenus et assumés par les enquêtés face à l'intervieweur. Ainsi, plus de la moitié des individus recrutés par porte-à-porte (16/31) ont été catégorisés comme « divers » ou « petits », lesquelles catégories correspondent aux types idéologiques les moins constitués. Inversement, plus des deux tiers des enquêtés recrutés par relations ont été catégorisés comme « droite rigoriste », « droite libérale », « gauche humaniste » ou « gauche anticapitaliste », soit les types idéologiques les plus constitués. Ce trait est à relier à l'impression chez l'auteur, établie ex post, d'une surreprésentation des enquêtés de gauche (« gauche humaniste » et « gauche anticapitaliste ») dans le corpus par rapport à leur poids « réel » dans la population générale — poids « réel » régulièrement confirmé par les enquêtes statistiques.

Au total, il semble que la sollicitation relationnelle a favorisé le recrutement d'individus qui ont tenu un discours relativement consistant d'un point de vue idéologique et proche des orientations politiques de l'enquêteur et du chercheur (lequel assume son engagement pour la gauche humaniste). Inversement, la sollicitation par porte-à-porte a favorisé le recrutement d'individus qui ont tenu un discours peu idéologisé et davantage éloigné des orientations politiques de l'enquêteur et du chercheur<sup>58</sup>.

On retrouve ici un biais souvent décrit dans les débats méthodologiques à propos des modes de recrutement adéquats pour obtenir des enquêtés diversifiés sur le plan de leur position sociale et de leurs orientations politiques. Il semble qu'on ait affaire à la tendance bien connue selon laquelle plus on sollicite des membres de son entourage, même éloigné, plus on a de chances de recruter des gens proches de soi et qui essaient de politiser leur discours, par anticipation d'une demande (supposée) du chercheur. L'auteur constate d'ailleurs que l'égocentrisme — une position qu'il estime plus difficile à assumer sciemment face

<sup>54</sup> Par contraste dans le cas des autres enquêtés le système de représentation présent est relativement stable et moins dépendant du contexte.

<sup>55</sup> Il s'agit d'une supposition appuyée par les souvenirs d'Etienne Schweisguth, en l'absence de traces écrites sur ce point.

<sup>56</sup> On rappelle qu'un des entretiens de la seconde vague a été réalisé par une enquêtrice vacataire du CNRS ; cet entretien a selon l'auteur été réalisé à partir d'un contact établi par réseau de relations.

<sup>57</sup> L'auteur avait gardé par écrit la trace du mode de contact avec les enquêtés pour les entretiens de la seconde vague ; pour les entretiens de la première vague, seul le nom de l'enquêteur professionnel était précisé, sans qu'on puisse donc en savoir plus.

<sup>58</sup> Ainsi tous les enquêtés classés comme « gauche anticapitaliste » ont été recrutés par relation, les deux tiers des enquêtés classés comme « gauche humaniste », la moitié des enquêtés classés comme « droite libérale », un peu moins de la moitié des enquêtés classés comme « droite rigoriste » et « divers », et seulement un quart des enquêtés classés comme « petits ».

à un enquêteur — est répandu surtout chez les « divers », c'est-à-dire chez les enquêtés recrutés en grande majorité par du porte-à-porte<sup>59</sup>.

Ce premier constat semble redoublé par les souvenirs de l'auteur, qui se rappelait avoir été confronté, lorsqu'il pratiquait le recrutement en porte-à-porte, à un taux d'acceptation important d'enseignants ou d'individus occupant des professions intellectuelles<sup>60</sup>, lesquels avaient a priori des chances d'émarger dans les types précités (« gauche humaniste » et « gauche anticapitaliste »).

Au total, ce que confirme cette enquête c'est bien qu'il faut être particulièrement vigilant en matière de stratégie de recrutement. Même si aucun mode de recrutement n'est absolument parfait, il apparaît qu'en se fondant sur leurs propres réseaux de sociabilité les chercheurs encourent fortement le risque de rester dans l'entre soi et dans un cadre idéologique très particulier<sup>61</sup>. Cela peut être très problématique lorsqu'on souhaite obtenir un échantillon diversifié idéologiquement, puisque de fait on n'interroge pas tout le monde.

## 6.2. Réutilisations possibles

Une première forme d'analyse secondaire consisterait à procéder à une nouvelle analyse globale du matériau à l'aide de logiciels de type Caqdas ou lexicométrique. Une autre forme de réutilisation reviendrait à compléter la grille d'analyse élaborée originellement par l'auteur, en creusant le cas des « petits » et des « divers » notamment. D'un point de vue davantage historique, on a là un matériel qu'on peut comparer à l'époque actuelle : les problèmes sont comparables mais traités différemment par les enquêtés ; en d'autres termes le recul du temps donne un nouvel intérêt à ces données dans le cadre d'une comparaison diachronique.

---

<sup>59</sup> On retrouve ici l'hypothèse selon laquelle l'interconnaissance favoriserait un effet d'inhibition face à l'enquêteur.

<sup>60</sup> Un constat similaire est régulièrement vérifié en matière de sondages, le quota d'enseignants / professions intellectuelles étant vite rempli.

<sup>61</sup> A commencer par des individus davantage intéressés par la politique que le citoyen lambda.

## Annexe : Eléments de compréhension du contexte à l'époque de l'enquête

Pour commencer, à un niveau historique profond, l'auteur observe une évolution historique des rapports de force entre grandes idéologies : jusqu'à la Première Guerre mondiale le libéralisme était porteur de l'optimisme radical et constituait donc le principal adversaire du conservatisme. Pendant la période de l'enquête, le socialisme est devenu le principal concurrent du conservatisme. Par réaction, un certain nombre de conservateurs en sont venus à adopter des positions proches de celles des libéraux. Le conservatisme, mais sans doute aussi le socialisme, connaissent ainsi une crise d'identité, et on observe un brouillage des frontières entre ces trois idéologies. On observe notamment, à cette époque, des rapprochements réciproques entre la gauche et de la droite en matière économique<sup>62</sup>. L'auteur, se référant à des travaux antérieurs, fait également l'hypothèse d'une évolution idéologique et culturelle liée aux transformations morphologiques de la société française, qui se manifestent notamment par l'expansion du libéralisme culturel et le déclin de l'idéologie conservatrice religieuse.

Tous ces changements ont, sans doute, eu un effet sur les orientations idéologiques susceptibles d'être endossées par les citoyens, au sens où ces derniers disposent de moins de repères fixes au sein du marché idéologique. Ces facteurs macro-historiques doivent être couplés à des facteurs plus micro aussi bien politico-institutionnels et électoraux qu'économiques.

En effet, l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 a créé une situation tout à fait nouvelle : l'abandon du discours anticapitaliste de la part du parti socialiste, devenu parti de gouvernement, a perturbé la lecture de l'affrontement gauche-droite — lequel consistait jusque-là en un affrontement entre partisans et adversaires du capitalisme. Dans un contexte où les conséquences de la crise économique persistante se font de plus en plus ressentir (inflation galopante, chômage en augmentation, déficit croissant de la balance commerciale, de la balance des paiements et du budget de l'Etat), les tentatives des gouvernants pour faire admettre une politique d'austérité s'opèrent en deux temps, qui correspondent aux deux « tournants de la rigueur » : d'abord en 1982 (blocage des prix et des revenus en juin, deuxième dévaluation du franc après une première en 1981) puis en 1983 (augmentation des prélèvements obligatoires, diminution des dépenses budgétaires, contrôle renforcé des changes pour limiter les fuites des capitaux, appel lancé aux consommateurs à la préférence nationale pour l'achat de produits manufacturés). Ce tournant marque le ralliement socialiste à l'économie de marché.

Les réactions des enquêtés ont été saisies au moment où ils subissaient de plein fouet le choc de ce changement politique et idéologique. L'enquête a, en effet, débuté sur le terrain juste après l'instauration du second plan de rigueur du gouvernement Mauroy, à la fin du mois de mars 1983, à la suite de l'échec du programme du gouvernement socialiste et à la menace qui pèse sur le franc (cf. la décision de rester dans le système monétaire européen, ou SME). Cette décision intervient quelques jours après la défaite électorale de la gauche aux élections municipales de mars 1983 (défaite qui suit elle-même une première défaite aux cantonales de 1982). Selon l'auteur on trouve cependant peu de traces, dans les propos des enquêtés, de l'événement qu'a constitué la défaite de la gauche à ces élections municipales.

Durant cette période, le PS a accompli une mue idéologique considérable, abandonnant deux pièces maîtresses de son idéologie antérieure : l'anticapitalisme du point de vue des enjeux socioéconomiques ; et ultérieurement la laïcité du point de vue des valeurs (le gouvernement connaîtra ainsi une défaite dans sa tentative de réformer l'école privée en 1984). Ces défaites sont concomitantes, à gauche, d'un déclin marqué de l'influence du parti communiste<sup>63</sup> et d'un rejet croissant du modèle socialiste des pays de l'Est.

A droite, des évolutions sont également notables : le RPR se tourne de plus en plus vers la doctrine néo-libérale, alors qu'on assiste à la réémergence de l'extrême droite, à travers le Front national, comme acteur politique de premier plan ; on commence cependant tout juste à entendre parler de Le Pen en 1983, et il faut attendre les élections européennes de 1984 pour que l'enjeu de l'immigration et de la sécurité émergent véritablement comme des enjeux électoraux de premier plan et que les résultats électoraux du FN explosent.

Enfin, l'environnement international doit également être pris en compte. Si on n'observe pas de grands changements au niveau européen depuis l'arrivée d'un nouveau pays membre de la CEE, la Grèce, en 1981, doit être mentionnée la perspective

<sup>62</sup> Sur ce point, voir par exemple Jobert Bruno (dir.), *Le tournant néolibéral en Europe*, *op. cit.*

<sup>63</sup> La chute du PC est déjà amorcée à la fin des années 1970 : le PC réalise plus de 20 % des voix aux européennes de 1979 et 21 % des suffrages aux législatives de 1978 contre 16 % aux élections législatives de 1981, 16 % au 1<sup>er</sup> tour de la présidentielle de 1981, 15 % aux cantonales de 1982, et 11 % aux européennes de 1984.

d'intégration de l'Espagne et du Portugal (qui sera effective deux ans plus tard), deux pays considérés comme pauvres à l'époque et dont la candidature suscitera de fortes oppositions en France (qu'il s'agisse notamment du PCF et du RPR), les agriculteurs espagnols et portugais étant perçus comme de féroces concurrents des agriculteurs français. Au niveau international, quelques événements marquants qui dénotent un contexte tendu peuvent être mentionnés : persistance de la guerre froide avec l'enlisement de la guerre des Soviétiques en Afghanistan, le lancement de l'initiative de défense stratégique-IDS par l'administration Reagan (ou « guerre des étoiles »), la crise des Euromissiles en janvier 1983 en Europe, ou encore la situation tendue en Pologne (l'état de siège prend fin en juillet 1983) ; on peut également souligner l'intervention militaire française au Tchad, entre autres événements marquants.

## Bibliographie générale<sup>64</sup>

- BELL Daniel, 1960 (1950), *La fin des idéologies : sur l'épuisement des idées politiques dans les années*, Glencoe, Free Press.
- BERGOUNIOUX Alain, MANIN Bernard, 1980, « L'exclu de la nation, la gauche français et son mythe de l'adversaire », *Le Débat*, n°5, p. 45-53.
- BIDOU Catherine, 1984, *Les Aventuriers du quotidien : essai sur les nouvelles moyennes*, Paris, PUF.
- BOURDIEU Pierre (dir.), 1993, *La Misère du monde*, Paris, Seuil.
- DONEGANI Jean-Marie, LESCANNE Guy, 1982, *Les raisons de vivre des Français de 20-40 ans*, Paris, Le Centurion.
- DONEGANI Jean-Marie, MICHELAT Guy, SIMON Michel, 1980, *Représentations du champ social, attitudes politiques et changements socio-économiques*, Paris-Lille, ronéo.
- DUMONT Louis, 1977, *Homo aequalis : genèse et épanouissement de l'idéologie économique*, Paris, Gallimard.
- FESTINGER Leon, 1957, *A theory of cognitive dissonance*, Stanford, Stanford University Press.
- GALLAND Olivier, LEMEL Yannick, 2006, « Tradition-modernité : Un clivage persistant des sociétés européennes », *Revue française de sociologie*, vol. 47, n° 4, p. 687-724.
- GEERTZ Clifford, 1964, « Ideology as a cultural system », in David E. APTER (dir.), *Ideology and discontent*, New York, The Free Press of Glencoe, p47-76.
- GERTSLE JACQUES, 1979, *Le Langage des socialistes*, Paris, Stanké.
- GIRARDET Raoul, 1986, *Mythes et mythologies politiques*, Paris, Le Seuil, 1986.
- GLASER, Barney G., & STRAUSS Anselm L., 1967. *The Discovery of Grounded Theory: Strategies for Qualitative Research*. Chicago, Aldine de Gruyter.
- GRUNBERG Gérard, SCHWEISGUTH Etienne, 1981, « Profession et vote », in Jacques CAPDEVIELLE, Elizabeth DUPOIRIER, Etienne SCHWEISGUTH, Colette YSMAL (dir.), *France de gauche, vote à droite*, Paris, Presses de la FNSP, p. 139-167.
- 1983, « Le virage à gauche des couches moyennes salariées », in Georges LAVAU, Gérard, GRUNBERG, Nonna MAYER (dirs.), *L'univers politique des classes moyennes*, Paris, Presses de la FNSP, p. 351-371.
- 1990, « Libéralisme culturel, libéralisme économique », in Daniel BOY, Nonna MAYER (dir.), *L'Électeur français en questions*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, p. 45-69.
- 1996, « Bourdieu et la misère : une approche réductionniste », *Revue française de science politique*, vol. 37, n° 1, p. 134-155.
- 1997, « Recompositions idéologiques », in Daniel BOY et Nonna MAYER (dir.), *L'Électeur a ses raisons*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 139-178.
- HOFFMANN Stanley, KINDLEBERGER Charles P., WYLIE Laurence, PITTS Jesse, 1963, *In search of France*, Cambridge, Harvard University press.
- INGLEHART Ronald, 1977, *The silent revolution. Changing Values and Political Styles Among Western Publics*, Princeton, Princeton University Press.
- JOBERT Bruno (dir.), 1994, *Le tournant néolibéral en Europe. Idées et recettes dans les pratiques gouvernementales*, Paris, L'Harmattan.
- KATZ Elihu, LAZARSFELD Paul, 1955, *Personal Influence : The part played by people in the flow of mass communications*, New York, The Free Press.
- LACLAU Ernesto, 1997, « The death and resurrection of the theory of ideology », *Journal of political ideologies*, vol. 112, n° 3, p. 297-321.

<sup>64</sup> Cette bibliographie rassemble toutes les publications citées dans ce rapport et la plupart des références citées par l'auteur de l'enquête dans les documents collectés. En revanche, elle ne comprend pas la production scientifique tirée de l'enquête elle-même (cf. point 6.1.1).

- LANCELOT Alain, MEMMI Dominique, 1985 « Participation et comportement politique », in Madeleine GRAWITZ, Jean LECA (dirs.), *Traité de science politique. L'action politique*, Paris, PUF, vol. 3, p. 309-366.
- LEVI-STRAUSS Claude, 1985 (1962), « La science du concret » in Claude LEVI-STRAUSS, *La Pensée sauvage*, Paris, Plon, p.30-49.
- LIPSET Seymour Martin, 1981, *Political man. The social bases of politics*, Baltimore, The John Hopkins University Press.
- MADDORE François, 2004, *Ségrégation sociale et habitat*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- MICHELAT Guy, SIMON Michel, 1977, *Classe, religion et comportement politique*, Paris, Presses de la FNSP.
- MICHELAT Guy, 1975, « Sur l'utilisation de l'entretien non directif en sociologie », *Revue française de sociologie*, vol. 16, n° 2, p. 229-247.
- MIDDENDORP Cornelis Piter, 1978, *Progressiveness and conservatism: the fundamental dimensions of ideological controversy and their relationship to social class*, The Hague, New York, Mouton.
- O'SULLIVAN Noel, 1976, *Conservatism*, London, Dent.
- PIAGET Jean, 1951, « Pensée égocentrique et pensée sociocentrique ou de l'idéologie », *Cahiers internationaux de sociologie*, n° 10, p. 34-49.
- PITTS Jesse R., 1960, « The family and the peer group », in Norman W. BELL, Ezra F. VOGEL (dirs.), *A modern introduction to the family*, Glencoe, Free Press, p. 266-286.
- 1981, « Les Français et l'autorité : la vision d'un américain », in Jean-Daniel REYNAUD, Yves GRAFMEYER (dirs.), *Français, qui êtes vous ?*, Paris, La Documentation française.
- REMOND René, 1963 (1954), *La Droite en France de 1815 à nos jours. Continuité et discontinuité d'une tradition politique*, Paris, Aubier.
- ROCHER Guy, 1970, *Introduction à la sociologie générale, tome 1 : L'action sociale*, Paris, Le Seuil.
- ROUBAN Luc, 1998, *La fin des technocrates ?*, Paris, Presses de Sciences Po.
- SCHWEISGUTH Etienne, 1975, « Les attitudes envers le système militaire chez les sous-officiers de l'Armée de l'Air », *Revue française de sociologie*, vol. 16, n° 4, p. 485-515
- 1978, « L'institution militaire et son système de valeurs », *Revue française de sociologie*, vol. 19, n°3, p. 373-390.
- 1979, (avec M. Sineau et F. Subileau) *Techniciens en uniforme. Les sous-officiers de l'Armée de l'Air et de la Marine*, Paris, Presses de la FNSP
- 1979, *Compte rendu*, « N. O'Sullivan, 1976, *Conservatism*, London, Dent », *Revue française de science politique*, vol. 29, n°3, p. 516-519.
- 1993, « Racisme et systèmes de valeurs », in Michel WIEVIORKA (dir.), *Racisme et modernité*, Paris, La Découverte, p. 127-134.
- 1994, « L'affaiblissement du clivage gauche-droite », in Pascal PERRINEAU (dir.), *L'Engagement politique : déclin ou mutation ?*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, p. 215-237.
- 2007, « Valeurs et attitudes politiques en Europe », in Pascal PERRINEAU et Luc ROUBAN, *La Politique en France et en Europe*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 35-60.
- 2010, « Changement des valeurs et changements politiques », in Pierre BRECHON, Olivier GALLAND (dir.), *L'individualisation des valeurs*, Paris, Armand Colin, p. 177-196
- SCHMITT Carl, 1992, (trad.), *La notion du politique. Théorie du partisan* (trad.), Paris, Flammarion.
- SLAMA Alain-Gérard, 1980, *Les Chasseurs d'absolu. Genèse de la gauche et de la droite*, Paris, Grasset.

TAGUIEFF Pierre-André, 1986, « L'identité nationale saisie par les logiques de racisation. Aspects, figures et problèmes du racisme différentialiste », *Mots*, n° 12, p. 93-126.

— 1988, *La force du préjugé. Essai sur le racisme et ses doubles*, Paris, Le Découverte.

TOCQUEVILLE (DE) Alexis, 1992, (1835), *De la Démocratie en Amérique*, Paris, Gallimard.

— 1952 (1856), *L'ancien régime à la révolution*, Paris, Gallimard.

TOUCHARD Jean, 1977, *La Gauche en France depuis 1900*, Paris, Le Seuil.

VOIROL Olivier, 2008, « Idéologie : concept culturaliste et concept critique », *Actuel Marx*, n° 43, p. 62-78.

WINOCK Michel, 1986, *La Fièvre hexagonale. Les grandes crises politiques de 1871 à 1968*, Paris, Calmann-Lévy.

WYLIE Laurence, 1962 (1957), *Un village du Vaucluse*, Paris, Gallimard.